

23.04.2012 – 08:52 Uhr

Après la votation signifie avant la votation: citoyens-soldats, armée de milice et société sont tenus à une entraide commune

Berne (ots) -

Lors de l'assemblée générale de la Société pour un droit libéral sur les armes proTELL, le Président Willy Pfund a fustigé les exigences formulées par le Président de la Commission de l'UE Baroso en matière de nouvelles restrictions. Les mesures qui en découleraient signifieraient la reprise ultimative et automatique des adaptations aux contrats bilatéraux et ainsi également la reprise du droit sur les armes de l'UE. Il s'agit en l'occurrence d'une «tentative de chantage grossière et arrogante». Se référant à la votation lors de laquelle l'initiative de désarmement du GSsA qui a été clairement rejetée le 13 février 2011, Pfund a relevé que «le but final de cette initiative résidait en premier plan dans une interdiction générale de détention d'armes, mais, en arrière-plan, visait la suppression de l'armée». Il a poursuivi en déclarant que «le droit libéral de détention privée d'armes dans notre pays est et demeure l'expression des relations de confiance uniques au monde entre les autorités et la population. Cette confiance constitue et restera le fondement de notre démocratie et de notre système de milice.»

Dans son brillant exposé, Madame Dora Andres, Présidente de la FSST (Fédération Sportive Suisse de Tir) a entre autres déclaré que seule la tolérance zéro existait en matière d'usage abusif d'armes. proTELL doit conserver sa position dirigeante dans la lutte pour un droit libéral sur les armes et doit être soutenu à cet effet par tous les cercles intéressés. «Mettre sous tutelle les tireurs et les tireuses revient à mettre sous tutelle les citoyens et les citoyennes! Jamais des rapports de confiance n'ont pu être bâtis sur une telle base. La Politique et l'Administration noient le pays sous un flot de prescriptions. Des conditions à la mode «sud-américaine» menacent de s'établir en Suisse. Les personnes qui acquièrent légalement des armes sont considérées comme des criminels potentiels, mais personne (les médias y compris!) ne s'expriment sur les gens qui portent illégalement des armes. La FSST souhaite que les nombreuses sociétés de tir aillent au-delà des tirs obligatoires et en campagne et s'impliquent de manière accrue dans les communes. Le tir sportif doit devenir un sport pratiqué durant toute l'année. Nous avons besoin de toutes et de tous afin de pouvoir conserver notre droit libéral sur les armes!».

Contact:

proTELL - Société pour un droit libéral sur les armes
Dr. phil. Hermann Suter
Vizepräsident
Lohrihof 2
6404 Greppen
Tél.: +41/41/390'33'66
Mobile: +41/79/415'50'05
E-Mail: hermann.suter@bluewin.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100007002/100716942> abgerufen werden.